

<https://fakirpresse.info/David-Pujadas-Le-debat-Tres-peu-632>



# David Pujadas : Le débat ? Très peu pour moi ! En vidéo (2)

- Vidéo -



Date de mise en ligne : mardi 29 octobre 2013

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

**On était invité à débattre dans un lycée avec David Pujadas. Mais voilà que l'organisateur, à la télé, des débats, a fui le débat... Tant pis, on lui adresse nos questions en recommandé. Et on postule pour prendre sa place - et son salaire - au jité de France 2... (Vidéo illustrant le dossier en fin d'article)**

Il ne faut pas caricaturer : David Pujadas fait parfois du social. Ainsi, un reportage est consacré à la fermeture de l'enseigne Virgin qui fait... « le bonheur des acheteurs » ! « La liquidation de l'entreprise pour certains clients, c'est LA bonne affaire... Ce déstockage dure encore quinze jours. » (mardi 14 mai) c'est le télé-achat !



## 5 - Pujadas va-t-il virer son expert ?

Vous n'êtes pas en terminale économie, vous, je crois ? Vous êtes en littéraire ? Tant pis. Vous aussi, vous devez mesurer la gravité de la situation présente. La zone euro s'enfonce dans la panade. Les pays alentours, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, coulent l'un après l'autre : dette, chômage, pauvreté, suicides. C'est tout notre continent qui plonge, grâce à l'austérité. Le jour où la France entre, à son tour, en récession, le mercredi 15 mai, David Pujadas invite sur son plateau un « expert » : François Lenglet.

Vous ne le connaissez pas ? C'est lui, le chauve, là. Retenez bien son visage. Il intervient aussi dans *Des Paroles et des actes*. Il travaillait pour *BFM*, *Business FM*, et auparavant il dirigeait le journal des patrons, *La Tribune*. Déjà, comment se fait-il que, comme « spécialiste économie », comme « responsable du service France », France 2 ait ainsi recruté un ami du patronat ? On n'a pas, à l'inverse, ni au journal télévisé, ni dans l'émission politique, un journaliste du quotidien communiste *L'Humanité*. Parce que ce serait « engagé », ça. Tandis que *Business FM*, c'est objectif.

Que vient nous raconter, alors, cet « expert » (en fait, il a une maîtrise de lettres, ni plus ni moins que moi) ? Il nous annonce une « sortie de crise venant, une fois encore, d'outre-Atlantique » ! C'est une blague : depuis bientôt quarante ans on nous sert ces métaphores, la « sortie de crise », « le bout du tunnel », « le fond de la piscine », « la marée qui redescend » et lui n'en est pas lassé. Jamais on n'a été autant dans le pétrin, avec trois millions de chômeurs officiellement, le double en réalité, et voilà que ce clown positive ! Il hume un doux fumet, un vent d'optimisme, qui nous parviendrait du grand ouest...

Mais à la place d'attendre ça, peut-être qu'on pourrait agir, ici et maintenant, et autrement qu'en réduisant les salaires, la Sécu, les allocations familiales. Parce qu'il en existe des pistes, des hypothèses pour vraiment « *sortir de la crise* », qu'étudient les économistes, les chercheurs : l'inflation, la dévaluation, la banqueroute partielle, le protectionnisme, la sortie de l'euro, la décroissance, etc. Mais de tout cela, vous n'entendez jamais parler chez Pujadas ou ailleurs, à des horaires de grande écoute. C'est bien verrouillé.

Le même Lenglet en profite pour filer la métaphore du gâteau : « *Cinq ans de croissance zéro. Or, pendant ce temps, la population française a augmenté de deux millions d'habitants. Le gâteau est le même, mais il y a plus de monde autour de la table, les parts individuelles sont donc plus petites.* »

Dans le partage de ce gâteau, il y a une donnée centrale, essentielle en économie, mais qui est constamment cachée, c'est la répartition de la valeur ajoutée. Ce que nous, à Fakir, on appelle « *le hold-up géant* » : entre 1983 et aujourd'hui, 10 % du PIB, en gros, du produit intérieur brut, est passé du Travail au Capital. C'est-à-dire que des dizaines de millions d'euros allaient, auparavant, dans la poche des salariés - et qu'ils vont maintenant grossir les comptes en banque des actionnaires.

Or, cette statistique, évidente, François Lenglet ne l'évoque pas. Mieux, l'an dernier, il s'appliquait à la nier : « *Regardez, sur une longue période, sur cinquante ans, la part qui revient aux salaires et la part qui revient aux actionnaires, ce n'est pas si différent que durant les trente glorieuses... La vérité est là. Je vous montre les faits.* »

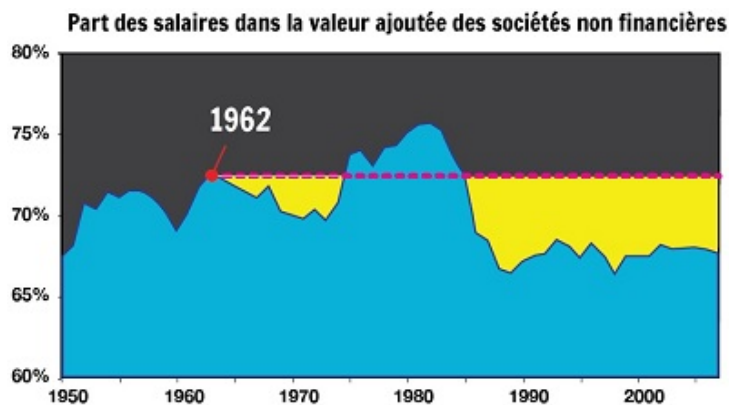
**C'est un mensonge qu'il nous faut ici démontrer.**

Qu'on prenne, comme M. Lenglet, comme référence cinquante ans en arrière, 1962. Comme vous le voyez sur ce graphique, tiré d'un rapport de l'Insee, l'Institut national de la statistique et des études économiques, les salaires comptaient pour 72 % de la valeur ajoutée. Contre 67 % aujourd'hui. Chacun de ces points vaut une vingtaine de milliards...

Mais on est encore loin du compte.

Car il convient, comme disent les statisticiens, de « *corriger des taux de salarisation* » : entre temps, les emplois de commerçants, artisans, paysans, aux « *revenus mixtes* » ont largement disparu.

Comme le montre le rapport de l'Insee, les pertes pour les salariés passent alors de 5 points à 10 points entre 1962 et aujourd'hui...



Je l'ai dit tout à l'heure : David Pujadas ment par omission. Mais en l'occurrence, François Lenglet ment, tout court. On l'a d'ailleurs appelé à BFM, l'an dernier. Je vous lis l'échange :

« Quand on prend votre propre point de référence, 1962, on arrive quand même, à peu près, à cinq points de différence...

â€” Oui mais il faudrait entrer dans le détail, voir ce que ça recouvre... Par exemple, on a assisté à une hausse des cotisations salariales...

â€” Mais justement ! Si les cotisations augmentent, ça devrait faire monter la part des salaires. Or, malgré ça...

â€” Tout dépend comment c'est compté. Alors, bon, à deux ou trois point de PIB près, peut-être cinq, oui, les choses sont à peu près stables...

â€” C'est pas rien, quand même.

â€” Un point de PIB, c'est vingt milliards.

â€” Ça fait déjà 100 milliards ! Et tout ça, c'est sans corriger des taux de salarisation...

â€” Qu'est-ce que c'est ?

â€” Eh bien, je ne sais pas si vous avez vu dans le rapport Cotis...

â€” Non, je n'ai pas vu ça.

â€” À la sortie de la guerre, la France comptait 30 % d'« indépendants », aux revenus mixtes - des paysans, etc. Si on les réintègre dans les calculs, si on reprend 1962, là, on obtient une baisse de neuf points...

â€” Il faudrait que je regarde. »

François Lenglet n'est pas seulement un menteur. Il est incompetent, un nul qui parade devant des millions de téléspectateurs, mais qui ignore ce qu'est le taux de salarisation, que les cotisations sont incluses dans le salaire, et même l'existence de ce rapport produit par l'Insee.

Si je mentais, ou que je me trompais aussi grossièrement dans un article, disons, du *Monde diplomatique*, je serais sanctionné. Mais là, le pire, non seulement François Lenglet n'a reçu aucune sanction, mais au contraire : il a obtenu une promotion !

Donc je demande à David Pujadas : quand va-t-il virer François Lenglet ? Et quand vais-je pouvoir le remplacer ? Je suis très sérieux. Parce qu'au fond, je suis tout à fait convaincu d'être bien meilleur que lui en économie : la seule raison qui explique qu'il s'exprime sur la principale chaîne du service public et moi dans un petit journal dissident, la seule raison, en réalité, c'est une efficace censure politique qui ne dit pas son nom.

## 7 - Pujadas se croit-il à Versailles ?

Le journal du jeudi 16 mai s'est ouvert avec huit minutes consacrées à la conférence de presse du président. Pour un juste équilibre, c'est sa femme qui conclut le jité. Elle est en visite au Mali, et je vous propose de visionner ce reportage, de le commenter en direct.

« *Première halte dans une école. Valérie Trierweiler distribue des livres aux élèves.* » S'ensuit ce passionnant dialogue :

« *Vous acceptez maintenant l'appellation de "première dame" ?* »

« *Oui, avec fierté. Finalement oui, j'y tiens même.* »

« *Et pourquoi ?* »

« *Parce que c'est ce qu'on attend de moi. Une fois que je l'ai compris, je l'accepte. Avec fierté, même, j'espère que ça se voit.* »

Qu'on se comprenne bien : la journaliste de France 2 se rend dans une nation ruinée, où une guerre est en cours, où des élections vont se tenir, et quels questionnements géopolitiques trouve-t-elle ? De savoir si la compagne du chef de l'État accepte, désormais, le titre de première dame ! Elle est recrutée chez *Gala* ?

Mais ça n'est pas fini.

« *À l'hôpital de Gao, continue la voix off, visite aux blessés de guerre, aux enfants malades. La présence de la première dame de France met du baume au coeur.* »

C'est une reine thaumaturge ?

« *Elle n'est pas venue les mains vides, reprend le commentaire : un chèque de 650 000 Euros pour acheter des médicaments et relancer l'agriculture.* »

Comment espérer que, avec un chèque si modeste, on va améliorer à la fois la santé et les récoltes ? Tandis que l'opération militaire française a, elle, au minimum coûté cent fois plus, 70 millions annoncés. Mais l'image n'a pas changé, depuis le temps béni des colonies : la dame blanche qui, pleine de charité, vient couvrir les Noirs de ses bienfaits.

Et l'envoyée spéciale de conclure : « *Valérie Trierweiler tente de se façonner une nouvelle image, celle d'une première dame classique, qui épouse les causes humanitaires, mais qui ne se contentera à l'évidence pas d'un rôle de figuration.* »

Qu'ajouter ?

Comment faire mieux dans la complaisance ?

On pourrait défendre David Pujadas et arguer qu'il n'a pas lui-même réalisé ce chef

d'oeuvre. Mais il est le rédacteur en chef adjoint, la vedette influente, et il aurait pu s'opposer à cette diffusion, voire, en amont, refuser qu'une journaliste accompagne Valérie Trierweiler dans son voyage d'auto-célébration.



## 8 - Pujadas lancera-t-il un appel au calme ?

David Pujadas est célèbre, notamment, pour cet échange avec Xavier Mathieu, le délégué syndical de Continental. Après la « mise à sac » de la sous-préfecture de Compiègne, il l'interrogeait ainsi :

**David Pujadas :** Bonsoir Xavier Mathieu, vous êtes le délégué CGT de Continental à Clairoux. On comprend bien sûr votre désarroi, mais est-ce que ça ne va pas trop loin ? Est-ce que vous regrettez ces violences ?

**Xavier Mathieu :** Vous plaisantez j'espère ? On regrette rien...

**David Pujadas :** Pour vous, la fin justifie les moyens.

**Xavier Mathieu :** Attendez, la fin. On est à vingt-huit jours de la fin, monsieur. On est en train de nous expliquer que dans vingt-huit jours le plan social sera bouclé et on va aller à la rue. Oui, oui, je ne regrette rien.

**David Pujadas :** Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ce soir ?

**Xavier Mathieu :** Je lance rien du tout. J'ai pas d'appel au calme à lancer. Les gens sont en colère et la colère il faut qu'elle s'exprime.

On s'est beaucoup moqués de David Pujadas pour ses tentatives de remettre au pas une forte tête, de faire rentrer un rebelle dans le rang. Je le défendrais presque. J'inverserais la question : le problème, d'après moi, ça n'est pas qu'il interroge un syndicaliste comme ça, à la limite c'est plaisant, ça met de la vie. Le souci, c'est : quand a-t-il questionné un patron avec la même rudesse ?

Le 15 mai, le jité de France 2 a consacré un reportage, bien foutu d'ailleurs, aux usines de textile qui flambent au Bangladesh. Dans la foulée, j'ai reçu un tract de la CFDT-Auchan, qui pointe la responsabilité de cette entreprise : Auchan passait, semble-t-il, par une fabrique qui a brûlé à Dacca, faisant 1 125 morts, et se bornait à un « autocontrôle » bidon. Eh bien, David Pujadas n'a pas eu l'idée d'appeler Gérard Mulliez, le PDG d'Auchan, pour lui demander : « Pour vous, le profit justifie tous les moyens ? Est-ce que la recherche des bas coûts, ça ne va pas trop

loin ? Vous lancez un appel à tous vos collègues du Médef, vous leur dites stop, on arrête la machine infernale ? » Et lancera-t-il lui-même, au dîner du Siècle, un appel au calme à l'oligarchie ?

## 9 - Pujadas est-il conscient ?

Maintenant, la grande question : pourquoi David Pujadas occulte-t-il, allez, les souffrances et les espérances du peuple, tandis qu'il nous amuse avec des colifichets ?

Par quête d'audimat, on l'a mentionné, avec la météo et les faits-divers.

Mais aussi, parce que David Pujadas, et toute l'équipe qui l'entoure, les Lenglet et compagnie, appartient à une classe.

La semaine dernière, l'un de vous a tenté de le questionner sur ses revenus. Je cite l'échange :

« Est-ce que vous êtes prêt à dévoiler votre patrimoine ?

« Moi je considère que cette obsession de la transparence est un danger, au bout du bout, c'est le totalitarisme.

« Donc, vous n'êtes pas prêt à dévoiler votre patrimoine ?

« Pour moi, c'est une forme d'exhibitionnisme. »

David Pujadas perçoit 12 000 Euros net par mois, soit une dizaine de smic. Il est évidemment dans les 10 % de Français qui gagnent le mieux leur vie, peut-être même parmi les 1 %. Il fréquente chaque mois le Siècle, un dîner mondain où se réunissent toutes les grosses têtes de la finance, des médias, de la politique : Delphine Arnault (la fille de Bernard), Jacques Attali, Pierre Moscovici, etc., etc.

Quand a-t-il, à l'inverse, dormi dans un HLM ? Quand est-il entré dans une usine pour la dernière fois ? Quand a-t-il passé une soirée aux urgences, à l'hôpital de Valenciennes, en compagnie d'infirmières racontant leur ordinaire ? Avec de pareilles fréquentations, et de telles rétributions, on comprend que ses priorités soient modifiées. Ainsi, dans les jités étudiés, aucun reportage n'est consacré à la pauvreté, ou aux fins de mois difficiles, ou aux loyers qui bouffent tout le budget. Il nous révèle un autre scandale, en revanche (lundi 20 mai) : « Un chiffre dévoilé par le journal Les Échos : 8 000 foyers ont payé plus de 100 % d'impôts l'an dernier. » Des malheureux célibataires qui disposent de « 150 000 euros de revenus annuels » et « 15 millions de patrimoine » : les pauvres, c'est les riches ! Plaignons-les !

Tous les soirs, David Pujadas effectue ainsi un travail politique, mais le fait-il volontairement ?

Je crains que non : sans doute est-il sincère, de bonne foi, lorsqu'il se prétend « objectif ». Je dis « je le crains » parce que, contre les mécanismes conscients, on peut encore lutter, les renverser. Mais les fonctionnements inconscients, involontaires, sont bien plus profondément enfouis : pour ne pas glisser sur une pente, au moins faut-il la connaître. Or, lui semble ignorer les forces sociales qui le meuvent, les oeillères qu'il porte, son engagement dans le monde malgré lui, et il écrit tranquillement : « Je suis plutôt fier - n'ayons pas peur de le dire - de ce que nous proposons à l'antenne tous les soirs à France 2, même si rien n'est jamais parfait. »

On se gardera bien, néanmoins, de personnaliser, de le traiter de « salaud » (version Mélenchon) ou de « con » (version Syndicat de la magistrature). Il est au contraire assez impersonnel, le représentant quelconque de cette caste, immédiatement remplaçable par un quasi-clone : les écoles en fournissent en série, des journalistes pourvus de la même inconscience professionnelle.

## 10 - Pujadas me cèdera-t-il sa place ?

Si, d'ici l'an prochain, David Pujadas ne m'a pas cédé sa place - car, là encore, sans fausse modestie, je ne vois aucune raison de ne pas remplir son rôle, sinon mieux, du moins autrement - si, donc, d'ici l'an prochain David Pujadas ne m'a pas cédé sa place et son salaire, j'espère au moins que, cette fois, il ne se défilera pas pour un débat dans votre lycée.

## David Pujadas : Le débat ? Très peu pour moi ! En vidéo (2)

---

Dans notre démocratie, il occupe en effet une position-clé : c'est lui qui décide, chaque soir, quelles informations parviendront - et surtout quelles informations ne parviendront pas - à des millions de citoyens. C'est un rôle capital dans l'espace public. Et donc, ça serait normal qu'il s'explique sur ses choix, sur sa pratique professionnelle.

À l'inverse, il fuit toute discussion, un peu vive, polémique pourquoi pas. Il a même trouvé une excuse à ce silence, répétant à chaque mise en cause « *je ne suis pas élu* », « *je n'ai pas de mandat* », « *je ne me présente pas devant les électeurs* ». Mais justement : c'est parce qu'il n'est pas élu qu'il se devrait, d'autant plus, de répondre. Un élu, il est là grâce aux voix de ses concitoyens, et on peut le récuser à la fin de son mandat.

Mais par quelle grâce, par quelle légitimité, David Pujadas se trouve-t-il là ? Et lui, comment peut-on le récuser ?

Peut-être que c'est vous, tiens, qui devriez trancher entre nos deux candidatures... Je vous remercie en tout cas pour votre attention.